



COMMUNIQUE FSU

Le 18 mai : mobilisation générale pour l'éducation !

samedi 04 mai 2019

Partout en France, depuis de nombreux mois, les actions locales se multiplient, démontrant l'ancrage et la vigueur de la mobilisation de tous les personnels contre les réformes : loi sur l'école de la confiance, lycée Blanquer, enseignement professionnel et Fonction publique. La coupe est pleine !? Les tentatives d'intimidation n'y feront rien. Pour la FSU, il est temps de montrer que le gouvernement ne peut pas poursuivre sa politique de destruction de l'Éducation nationale. C'est la raison pour laquelle, elle appelle tous les personnels à manifester à Paris le samedi 18 mai 2019.

La course de fond « éducation » a commencé avec la loi relative à l'Orientation et à la réussite des étudiants de mars 2018 pour se poursuivre avec les réformes du lycée et du baccalauréat de juillet 2018. En septembre 2018 sortait la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », confiant l'information sur l'orientation scolaire aux Régions, et imposant aux lycées professionnels d'accueillir dans les mêmes classes élèves et apprentis. Puis vint la réforme de la voie professionnelle, diminuant les horaires des enseignements généraux (novembre 2018, avril 2019). Dans le même temps sortait le projet de loi « pour une école de la confiance ». Attaqué d'abord sur le plan pédagogique par les évaluations nationales des élèves et par une flambée des prescriptions, le premier degré l'est maintenant sur la maternelle et la direction d'école telle qu'elle apparaît dans les établissements des savoirs fondamentaux. Ainsi s'empilent des réformes qui remettent en cause 30 ans de démocratisation. En même temps, la détérioration des conditions d'exercice des personnels se poursuit :

- les créations de postes dans le 1er degré ne permettent même pas de répondre aux ambitions du ministre et ont pour conséquence la fermeture de nombreuses classes,
- le ministre tente de masquer les suppressions d'emplois dans le 2nd degré (2 650 à la rentrée prochaine) par la flambée des heures supplémentaires (dont une deuxième imposable),
- le ministre poursuit sa politique de suppression d'emplois de personnels administratifs alors même que le président annonce sa volonté de mettre plus de fonctionnaires sur le terrain,
- le ministre n'envisage aucune création d'emploi dans les corps des personnels sociaux et de santé ou de direction alors même que les besoins sont toujours plus criants,
- le ministre entend mettre au pas les personnels en s'appuyant sur les hiérarchies intermédiaires,
- la réforme de la Fonction publique va détruire les collectifs de travail (contractualisation, individualisation des rémunérations et mise à mal du paritarisme).

Cela dans un contexte où le gouvernement anticipe systématiquement la mise en œuvre des lois et textes d'application.

Aux journées d'actions nationales qui rassemblent autour des grands mots d'ordre (revalorisation des salaires, créations de postes pour faire baisser les effectifs par classe, abandon des réformes en cours – école de la confiance, lycées, Fonction publique) s'ajoutent nombre d'initiatives locales. Se relayant, bien retransmises dans les médias, elles gênent, des chefs d'établissement au ministre, en passant par les DASEN et les recteurs.

Les réformes voulues par le ministre sont destructrices pour nos métiers et hypothèquent l'ambition de la réussite pour tous. Continuons de le faire savoir par tous les moyens : pétitions (contre l'article 1 de la loi Blanquer, pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires...), adresse aux parlementaires, tracts aux parents...

Après le 30 mars, le 4 avril et les manifestations du 1er mai, nous serons en grève nationale pour la Fonction publique à l'appel de toutes les organisations syndicales le 9 mai, et nous manifesterons toutes et tous à Paris le 18 mai pour l'éducation.



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN